

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 187.911 du 14 novembre 2008

A. 188.284/31.308

En cause : **XXX**,
 ayant élu domicile chez
 Me I. FLACHET, avocat,
 chaussée de Haecht 55
 1210 Bruxelles,

 contre :

 l'Etat belge, représenté par
 le Commissaire général aux
 réfugiés et aux apatrides.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 mai 2008 par Yousefou COULIBALY, qui demande la cassation de la décision n/ 10.230 (dans l'affaire n/ 12.471/I) prise à son égard par le Conseil du contentieux des étrangers le 21 avril 2008 et qui lui a été notifiée le 24 avril 2008;

Vu l'ordonnance n/ XXX du 2 juin 2008 déclarant le recours en cassation admissible;

Vu le mémoire en réponse;

Vu la lettre du 9 septembre 2008 par laquelle la partie requérante demande à être entendue;

Vu l'ordonnance du 9 octobre 2008, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 13 novembre 2008;

Entendu, en son rapport, M. MESSINNE, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me O. STEIN, loco Me I. FLACHET, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et Mme MBUNGANI, attaché, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. SCOHY, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat, notamment l'article 15;

Considérant que le mémoire en réponse a été notifié à la partie requérante le 14 juillet 2008 et que celle-ci n'a pas déposé de mémoire en réplique;

Considérant qu'entendue à l'audience, la partie requérante ne justifie pas cette omission; qu'il y a dès lors lieu d'appliquer l'article 15 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 précité,

D É C I D E :

Article 1^{er}.

Le recours en cassation est rejeté.

Article 2.

Les dépens, liquidés à 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles en audience publique de la XI^e chambre, le
quatorze novembre deux mille sept par :

M. MESSINNE,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier.

Le Greffier,	Le Président,
--------------	---------------

V. VANDERPERE.	J. MESSINNE.
----------------	--------------